



La "politique de l'enfant unique" a eu un effet imprévu : elle a convaincu ceux qui en sont les produits des avantages d'une procréation limitée.

diminution constante qu'il incombera de financer l'existence d'une masse croissante de seniors. En 2040 toujours, la population chinoise en âge de travailler sera passée de 70 % à 64 % et cette contraction de la main-d'œuvre la rendra plus chère. Les investissements dans le pays seront moins attractifs et les exportations chinoises moins compétitives. Cette évolution semble donner raison à ceux qui prophétisaient, dès les années 1990, qu'en dépit de son "miracle" économique tant vanté, la Chine serait vieille avant d'être riche.

L'infanticide des filles

Sans doute l'ajustement aux nouvelles réalités a-t-il trop tardé à Pékin. C'est en septembre 1980 (la population avait alors doublé en trois décennies) que le Comité central du Parti communiste avait avalisé la décision de forcer les Chinois à n'avoir qu'un enfant – une règle inscrite seulement en 2001 dans une "loi sur la population" qui, par un remarquable euphémisme, ne faisait que "recommander" aux couples chinois de se contenter d'un seul enfant.

La directive, qui souffrait quelques exceptions largement théoriques (notamment en faveur des minorités ethniques), fut appliquée avec plus ou moins de zèle selon les époques. Elle fut plus efficace dans les villes, où une population instruite comprenait mieux l'enjeu et où les moyens de persuasion étaient nombreux. Dans les campagnes, la résistance fut rude. L'enfant unique devait y être un garçon, pour des raisons ancestrales, et le contrôle des naissances déboucha sur un infanticide des filles qui prolonge ses effets jusqu'à maintenant : un déséquilibre entre les sexes et un manque de femmes en âge de se marier et... de procréer.

Il fallut attendre les années 2010 pour que la direc-

**On a compté
2,6 millions de
divorces en 2024,
chiffre à rapporter
aux 6,1 millions
de mariages
cette année-là,
nombre qui est
lui-même
en recul de 20,5%,
comparé à 2023.**

tion communiste remette en question ses choix. D'abord, en laissant aux conjoints étant eux-mêmes des enfants uniques la liberté d'avoir un second enfant. Ensuite, en abolissant purement et simplement ce qui avait été une politique draconienne : en octobre 2015, le Comité central permit à tous les Chinois d'avoir deux enfants. La réforme ne produisit, toutefois, pas l'engouement escompté pour la maternité et la paternité, si bien que le Bureau politique dut procéder à un nouvel assouplissement, en mai 2021, pour porter à trois le nombre d'enfants autorisés.

Un arrière-goût de déjà-vu

Au grand dam du Parti, l'ère de l'enfant unique a visiblement eu, sur ceux qui en sont les produits, un impact imprévu : loin de les inciter, par réaction, à fonder de grandes familles, elle les a, au contraire, convaincus des bienfaits d'une procréation limitée. Les autorités se retrouvent à présent obligées, pour encourager la natalité, d'user des mêmes arguments qu'elles employaient hier pour la décourager, à commencer par l'octroi d'avantages en espèces ou en nature dont des primes au logement. Par une ironie supplémentaire, la générosité se fait plus grande pour stimuler une troisième naissance, car ce qui tend à devenir la norme dans le meilleur des cas – un enfant, deux au maximum – ne suffira pas à empêcher la décroissance démographique.

Les enfants uniques furent tellement choyés par des parents à la fois frustrés dans leur désir de joies familiales et pétris d'ambition pour leur seul héritier, qu'on en fit des "petits empereurs". En passant maintenant des enfants rois aux enfants rares, la Chine ouvre un nouveau chapitre à l'issue suffisamment incertaine pour qu'elle doute de sa capacité à asseoir demain son rang de grande puissance.